

la FCEI, M. John Bullock « beaucoup trop restrictifs . . . 90 p. 100 des nouvelles entreprises dans les secteurs à forte concentration de main-d'œuvre, tels la vente au détail, les services et la distribution, ne sont pas pris en compte ».

Le régime de placements en titres indexés contribuera à apporter des placements sous forme de participation aux grandes entreprises, mais aucune mesure équivalente n'est prévue pour les petites entreprises. Le Programme énergétique national des libéraux a pratiquement détruit l'industrie pétrolière et gazière. A cause de lui, les placements ont cessé d'affluer dans le secteur énergétique et l'on a sabordé des mégaprojets qui auraient contribué à créer des milliers d'emplois dans tout le Canada. Les projets spéciaux de relance ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer comparés aux mégaprojets perdus.

● (1620)

M. Doug Anguish (The Battlefords-Meadow Lake): Monsieur le Président, je ne suis pas particulièrement heureux de prendre part cet après-midi au débat sur un projet de loi qui constitue selon moi un bilan abominable pour le gouvernement d'en face. Nous en sommes à la deuxième lecture du projet de loi C-151 par lequel le gouvernement nous demande l'autorisation d'emprunter 14.7 milliards de dollars afin de pouvoir continuer à faire tourner—ou plutôt stagner—les affaires du Canada. Ce montant s'ajoute aux 16 milliards qu'il a toujours le pouvoir d'emprunter en vertu du projet de loi C-143 que le Parlement a adopté en février dernier.

L'abomination tient au fait, monsieur le Président, que depuis juin 1982, le gouvernement s'est adressé à cinq reprises, y compris celle-ci, au Parlement canadien pour faire autoriser des emprunts supplémentaires. Au moyen du projet de loi C-111 présenté en juin 1982, le gouvernement demandait 6.6 milliards. Il est revenu à la charge avec le projet de loi C-125 pour demander 7 milliards. Nous avons eu ensuite le projet de loi C-128, demandant à emprunter 4 milliards. Avec le projet de loi C-143, il demandait 19 milliards. Et voici maintenant, avec le projet de loi C-151, qu'il a besoin d'emprunter 14.7 milliards. Monsieur le Président, 51.3 milliards de dollars se sont ainsi accumulés depuis juin 1982, il y a un an. En moyenne, c'est une somme de 4 milliards par mois que le gouvernement veut emprunter pour soutenir ses activités générales dont il est le maître d'œuvre. Quant à moi, le problème tient en partie à l'incurie du gouvernement. Il ne fait certainement pas de planification à longue ou à moyenne échéance. Il réussit tout au plus à faire des prévisions à court terme qu'il applique à ses programmes.

Le gouvernement prétend travailler dans l'intérêt des Canadiens, mais il ne s'esquinte pas, compte tenu du montant exorbitant de notre dette nationale qui s'est accumulée au fil des ans en raison des déficits budgétaires de ce gouvernement libéral. Nous sommes obligés de consacrer de plus en plus de nos recettes générales pour payer les intérêts sur notre dette nationale. Nous en sommes au point où les contribuables sont incapables de soutenir un gouvernement aussi dépensier qu'un

Pouvoir d'emprunt

matelot en goguette. A moins de nous mettre à faire des prévisions à long terme, nous allons nous trouver dans l'impossibilité de maintenir certaines normes raisonnables au sein du gouvernement fédéral.

Si nous regardons un peu en arrière, après les élections de février 1980, on s'aperçoit qu'on nous avait promis 4 milliards pour le Fonds de développement de l'Ouest. Je voudrais bien savoir ce qu'il est advenu de ce projet, monsieur le Président, car il ne s'est jamais matérialisé. C'est comme pour tous les autres programmes promis à l'Est et qui n'ont jamais vu le jour. Le gouvernement a fait des promesses en l'air. Cela m'exaspère, et c'est pour cette raison que je ne participe guère avec beaucoup de plaisir au débat d'aujourd'hui sur cette mesure d'emprunt. Quand nous avons posé des questions sur le Fonds de développement de l'Ouest, on nous a répondu qu'il en était encore au stade de la planification. Quand nous avons demandé où se trouvait l'argent, le gouvernement nous a dit qu'il n'avait pas encore été affecté. Quand nous avons demandé quel était le ministre chargé de ce fonds, on n'a pas pu nous répondre. Quand nous avons demandé quels programmes relèveraient du Fonds de développement de l'Ouest, on n'a pas pu nous le dire non plus. Monsieur le Président, je suis persuadé que ce Fonds de développement de l'Ouest n'a jamais existé. Le discours du trône prononcé au début de la session parlementaire, au printemps de 1980, s'est contenté de nous faire des promesses en l'air.

Ce Fonds de développement de l'Ouest dont on a tellement parlé a été inventé, histoire de permettre au gouvernement libéral de faire la manchette des journaux. Certains ont cru que cela visait à favoriser certaines régions du pays, mais ce n'était même pas cela. En fait, ce fonds n'a jamais existé. Aucun crédit n'y a été affecté. Au contraire, le gouvernement a tout fait pour ralentir l'économie de l'Ouest. Il lui a fait beaucoup de tort, surtout à l'agriculture.

Dans le secteur agricole, nous constatons que le nombre de faillites a augmenté de 130 p. 100 par rapport à l'année dernière. Par-dessus le marché, l'abolition du tarif du Nid-de-Corbeau impose un fardeau supplémentaire aux agriculteurs, au producteurs. Qu'est-ce que cela veut dire? Prenons simplement deux terminus, monsieur le Président, celui de The Battlefords, par exemple. D'ici à 1990, les agriculteurs devront déboursier 1.15 million de plus par an pour acheminer leurs produits jusque-là. En ce qui concerne Meadow Lake, localité de seulement 4,000 habitants ou un peu moins, les agriculteurs devront déboursier 1.43 million de plus par an pour y acheminer leurs denrées. Selon certains économistes agricoles, cela a un effet quatre à sept fois plus important. Par conséquent, rien que dans la région de Meadow Lake, cette mesure coûtera près de 10 millions par an aux agriculteurs qui envoient leur production aux éleveurs de Meadow Lake. A The Battlefords, ce sera pratiquement la même chose. Par conséquent, alors que le gouvernement prétend nous aider au moyen de ces magnifiques programmes, en fait il sape l'économie de notre pays. Je crois que cela aura de graves répercussions sociales que les libéraux regretteront amèrement au cours des années à venir.